

ALFRED REBOUX  
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Boubaux-Tourcoing : Trois mois . . . 13.50  
Six mois . . . 26.00  
Un an . . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 15 fr.  
trois mois.  
En France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

COURSES DE PARIS

(Service gouvernemental)

Table with columns for dates (1er Juin, 2 Juin) and various financial entries (e.g., 69 35, 98 00, 104 20).

Services particuliers du Journal de Roubaux

Table listing various services and their costs, including Banque de France, Société gén. détache, Crédit Foncier de France, etc.

DEPECES COMMERCIALES

New-York, 1<sup>er</sup> juin.  
Change sur Londres 4.88 0/0; change sur Paris, 5.13 0/0.  
Valeur de l'or, 106 1/4.  
Café good fair, (la livre) 19 1/4.  
Café good Cargo, (la livre) 19 5/8  
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schillingenhausen et C. représentés à Roubaux par M. Bulteau-Grymouces.

Havre, 1<sup>er</sup> juin.  
Ventes 400 balles, marché calme, prix très-calmes.

Liverpool, 1<sup>er</sup> juin.  
Ventes 10,000 balles, Marché soutenu.

New-York, 1<sup>er</sup> juin.  
11 3/8  
Recettes de six jours 8,000.

ROUBAUX 1<sup>er</sup> JUIN 1877.

Bulletin du jour

S'il faut en croire les bruits qui circulent et qui nous sont transmis à la fois de plusieurs côtés, des négociations diplomatiques seraient très-actives engagées entre les cabinets européens, non plus seulement en vue de localiser la guerre comme y tendait la démarche faite récemment par le comte Schouvaloff, mais de la faire cesser. Bien qu'à cet égard on ne saurait trop se mettre en garde contre de décevantes illusions, nous devons constater cependant que ces rumeurs pacifiques ont pris, depuis quelques jours, une grande consistance.

Ce qui n'a pas peu contribué à les accréditer, c'est que toutes les feuilles allemandes ne semblent pas douter de leur vraisemblance, seulement elles pensent qu'avant de se décider à traiter de la paix, la Russie voudra, pour l'honneur de ses armes, remporter une victoire qui puisse donner satisfaction à l'honneur national.

JOURNAL DE ROUBAUX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAUX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX  
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annonces : la ligne . . . 25 c.  
Réclames : . . . 30 c.  
Faits divers : . . . 50 c.  
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les annonces et les abonnements sont à adresser au bureau du journal, chez M. REBOUX, Libraire, Grand-Rue de Paris, chez MM. HAVAS, LAUREN et C<sup>ie</sup>, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de P. Carlier.

Ce n'est certes pas l'Autriche qui pourrait entraver cette solution pacifique. De son côté l'Angleterre aurait intérêt à s'y rallier, car en présence de l'agitation toujours croissante de la Grèce et des dispositions belliqueuses du royaume Hellénique, elle a tout lieu de craindre que la guerre, en se prolongeant ne finisse par entraîner le démembrement final de l'Empire Ottoman dont le maintien a été le mobile constant de sa politique traditionnelle. Or, pour éviter cette menaçante éventualité, il est indubitable qu'elle n'hésiterait pas à accepter une transaction conciliante qui sauvegarderait ses intérêts.

C'est à cette solution amiable que travaille en ce moment la diplomatie. Cette tentative sera-t-elle plus heureuse que les précédentes? C'est-là une question qu'il serait fort téméraire de résoudre affirmativement. Toutefois, accueillons les chances de paix qu'on nous fait entrevoir avec espérance, mais sans y compter, car se serait nous exposer à de cruels déboires.

M. Bonnet-Duverdier, président du conseil municipal de Paris, est poursuivi, à raison du discours qu'il a prononcé, vendredi dernier, à Saint-Denis. C'est M. Guillot, juge d'instruction qui s'est chargé de suivre l'affaire. Nous savons que M. Bonnet-Duverdier, tout glorieux d'avoir été, aux frais des contribuables parisiens, fraterniser, avec les incendiaires et les assassins de la Commune réfugiés à Londres, avait cru devoir, dans une réunion dite privée, fulminer les plus abominables harangues contre le maréchal et son gouvernement. Une seule phrase de ce discours nous donnera la mesure de tout le reste.

« Citoyens, a-t-il dit, en s'adressant aux trois ou quatre cents communaux qui composaient son auditoire, « luttons d'abord avec le secret; si nous sommes vaincus nous aurons le droit alors de recourir au moyen qu'on emploie contre les traitres. »

Cette menace se passe de commentaires. Les traitres seraient évidemment le maréchal et ses ministres auxquels, M. Bonnet-Duverdier ferait subir le sort des otages de la Commune! Voilà comment nos démocrates, entend le respect du suffrage universel. S'il leur est favorable, c'est la voix du pays. S'il est contre eux, ses oracles ne sont bons qu'à être déchirés à coup de fusil.

LÉON DUVILLIER.

Evolution républicaine.

Nous assistons à une première évolution du parti républicain qui nous offre une moralité assez consolante, car elle nous montre dans quel désarroi l'a jeté l'acte politique du 16 mai. Le jour même où fut congédié l'ancien ministre, on se rappelle avec quel éclat la majorité républicaine, convoquée par M. Gambetta, se réunissait au Grand-Hôtel, en assemblée plénière, et vota un ordre du jour qui était un défi jeté au maréchal. Dès ce jour M. Gambetta se posait en adversaire per-

sonnel du maréchal président de la République; il élevait puissance contre puissance, et prétendait dresser son autorité révolutionnaire en face de l'autorité légale du chef de l'Etat.

Deux jours après le nouveau ministère était constitué, le Parlement prorogé, l'autorité révolutionnaire réduite au silence; mais sa prétention survivait à son action directe, et la candidature de l'ex-dictateur restait posée. L'effet ne tarda pas à se produire. Il suffit d'une simple comparaison, entre ce qui est et ce qui pourrait être, pour provoquer dans la grande majorité du pays, un sentiment énergiquement manifeste. Le maréchal de Mac-Mahon ou Gambetta! L'énoncé seul de cette alternative en était la condamnation, on ne rit pas; on haussa les épaules, ce ne fut ni colère ni crainte, ce fut une simple manifestation de dédain et même de mépris pour les fanfarons d'usurpation.

Le coup avait manqué : même parmi ses prétendus fidèles, dans cette queue dont il n'a jamais voulu se séparer, M. Gambetta rencontra d'énergiques destructeurs; beaucoup de ceux qui marchent derrière lui et le prennent pour chef afin de renverser, ne le voudraient plus suivre ni servir quand il s'agirait de rebâtir. Et comme c'est un esprit prompt à se retourner et fertile en ressources, M. Gambetta s'est effacé prestement et a démasqué M. Thiers. C'est M. Thiers qui devient candidat à la présidence de la République pour le cas où le suffrage universel, consulté dans quelques semaines, désavouerait l'acte du 16 mai. M. Thiers veut essayer de prendre sa revanche du 24 mai 1873. Ainsi les révolutionnaires de profession se trouvent déjà obligés de s'abriter derrière le petit bourgeois; ils ont été jetés en bas de la cote qu'ils essayaient de gravir et ils vont chercher le cheval de renfort. Ils veulent rassurer la population : M. Thiers, c'est la République conservatrice qui essaie de reparaitre sur la scène politique, après l'échec piteux de la pseudo-amiable république de M. Jules Simon. C'est sur le nom de M. Thiers que va se faire une sorte de plébiscite, chacun des 361 candidats républicains reconnaissant l'insuffisance de son prestige personnel.

Nous aimons mieux cela. Les positions sont bien dessinées : d'un côté, le maréchal ayant, avec lui, les conservateurs de tous les partis, l'armée, la religion et la magistrature, de l'autre côté, M. Thiers patronné par M. Gambetta, appuyé par M. Naquet et recommandé par M. Marcou, par M. Duportal et tous les Bonnet-Duverdier de Paris et de France. Nous commençons à nous rassurer, et nous attendons avec confiance le verdict du pays.

ALEXANDRE WATTEAU.

On lit dans la Gazette de Cologne : Le maréchal de Mac-Mahon, dans l'acte du 16 mai, n'a pas pensé qu'aux ennemis de l'intérieur. On raconte, et c'est vraisemblable, que M. de Contant-Biron avait été chargé par lui, lors de sa visite à Metz, de prévenir l'Empereur de ce qui allait se passer en France, et des mesures nécessaires pour arracher la République des mains des radicaux.

Présentement, il n'y a aucun lieu de n'avoir pas confiance dans les assurances pacifiques de la France.

Un détail qui nous arrive de la Corréze donnera une idée de l'esprit qui préside à l'agitation républicaine. Un député de Brive, M. Lecherbonnier, ayant convoqué les électeurs de Meyssac dans le prétoire de la justice de paix, a fait enlever le crucifix appendu aux murs de la salle. Les auditeurs ont applaudi à cette exécution.

Ce radical, aussi inconnu à la Chambre que populaire dans son arrondissement, s'est évidemment rendu justice, en expulsant un témoin gênant pour qu'on ne s'apprête à ne point dire la vérité; mais il y a dans l'acte accompli une profanation qui rappelle les plus mauvais jours de la Commune et provoque la protestation de tous les chrétiens indignés.

Legénéral Kanzler a présenté au Pape avant-hier quelques anciens zouaves pontificaux, venus à Rome, pour offrir au Saint-Père l'hommage de leur fidélité.

M. d'Albousse, ancien colonel des volontaires de l'Ouest, a lu une adresse en leur nom et a présenté à Sa Sainteté une statuette en argent exécutée par un de nos meilleurs sculpteurs, et représentant un zouave pontifical tenant le drapeau du Sacré-Cœur. Le Souverain Pontife a daigné répondre par ces mots :

« Je vous remercie des sentiments que vous venez de m'exprimer, je prie Dieu qu'il vous donne quand le moment sera venu, la force pour achever la grande bataille qui nous accable. »

Nous citerons parmi ces anciens zouaves, ayant à leur tête Mgr. Daniel, leur aumônier : MM. de Pascal, Wyart, de Vignet, de Gouttepagnon, de Monteyer, Schmoderer, F. de Charette, Brondie de France; quelques Irlandais, MM. d'Arcy, de la Haye, O'Clery, membre de la Chambre des communes. M. Lefebvre, avec plusieurs de ses compatriotes, représentait l'élément belge.

Au cours de cette audience, un émouvant incident s'est produit; le nom de Mme la duchesse de Chevreuse ayant été prononcé devant le Saint-Père, Pie IX s'écria : « Et mon zouave ? » Puis, se frappant le front, il ajouta aussitôt : « Pauvre mère ! » Le zouave, qui manquait à l'appel du Pape, est tombé glorieusement sur le champ de bataille pour la défense de la France. Pie IX s'en est souvenu, et le cri de son cœur a exprimé toutes les tendresses de l'Eglise pour les mères héroïques qui veulent leurs fils au service de Dieu et de la patrie.

LETRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 31 mai 1877.

Vous n'êtes pas sans vous souvenir, sans doute, que le jour où les gauches se réunirent, en Assemblée plénière, au

Grand-Hôtel, on remarqua que la plupart des députés du centre gauche s'étaient abstenus d'assister à la réunion. Vingt-quatre heures s'étaient à peine écoulées, que ces députés annonçaient, tour à tour, leur adhésion au manifeste des gauches et y apposaient leurs signatures. Le fait parut singulier, surtout lorsqu'on constata que parmi ces opposants du lendemain, figuraient des hommes qu'on croyait tout dévoués au maréchal de Mac-Mahon, comme par exemple, M. Léon Renault, l'ancien préfet de police. Des informations dont il ne m'est pas permis de vous indiquer la source, mais qui sont très-sérieuses, me permettent de vous donner des renseignements à ce sujet. Le lendemain de la réunion, M. Gambetta a fait prévenir individuellement chacun des membres du centre gauche que le refus de leur signature équivaudrait à une déclaration d'hostilité; qu'en conséquence, ces députés pouvaient être assurés qu'aux élections générales, ils verraient surgir dans leur circonscription un concurrent de gauche ou d'extrême gauche. Si, au contraire, ils adhéraient au manifeste, on leur promettrait, non-seulement qu'on ne leur opposerait pas de concurrents, mais que tous les électeurs de gauche voteraient pour eux. C'est devant cette menace qu'ont cédé les hésitants de la première heure. Tenez, je vous le répète, ces renseignements pour absolument certains.

Il se pourrait bien, après tout, que ces députés eussent fait un marché de dupes, car M. Gambetta a certainement promis plus qu'il ne peut tenir. Il suffit en effet, de se rappeler les exemples récents de Vaucluse et de la Gironde, pour constater que M. Gambetta n'est point le maître des intrançaisants et que ceux-ci pourraient bien, malgré toutes les promesses de l'ex-dictateur, susciter contre les candidats centre gauche des candidats d'extrême gauche. Or, d'autre part, il est absolument certain que tous les signataires du manifeste seront combattus par l'administration. Entre un candidat du gouvernement et un candidat de l'extrême gauche, les hommes du centre gauche se trouveraient ainsi écrasés certainement.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que les gauches en reviennent avec ardeur à l'idée de la dissolution. M. Gambetta a, dit-on, invité les sénateurs de la gauche à ne pas refuser leur vote, et la République française déclare, ce matin, que pour rendre la dissolution inévitable, la Chambre ou plus exactement la majorité refusera le vote du budget.

Je crois pouvoir vous confirmer absolument la note du *Moniteur universel* démentant que le maréchal ait l'intention de donner sa démission, en cas d'échec, dans la lutte électorale. Cette note du *Moniteur* fait grand bruit dans la presse, et le *Temps* d'hier soir, racontait, à propos des motifs qui avaient inspiré la publication, un récit qui n'a d'autres inconvénients que d'être imaginaire d'un bout à l'autre. Le maréchal de Mac-Mahon veut se maintenir au pouvoir parce qu'il en a le droit et le devoir, mais ses conseillers sont persuadés qu'ils l'emporteront dans les élections. L'éventualité dont parle le *Temps* et suivant laquelle le maréchal songerait d'ores et déjà à la constitution d'un ministère centre gauche sous la présidence de M. Dufaure est une conjecture assez ingénieuse, mais qui ne mérite même pas d'être discutée.

L'apaisement se fait de plus en plus

dans les rangs de l'extrême droite. J'ai lieu de croire notamment que le dernier mouvement administratif a été apprécié de la manière la plus favorable dans les cercles de la droite et de l'extrême droite et que le parti légitimiste se montre extrêmement satisfait de la part qui lui a été réservée.

Je puis vous garantir l'existence de la lettre du roi d'Italie au maréchal de Mac-Mahon. Beaucoup de journaux reproduisent aujourd'hui une note de l'Italie affirmant que cette lettre n'existe pas. Je ne sais pas quels motifs ont décidé l'Italie à nier l'existence de cette lettre, mais je persiste à soutenir qu'elle existe, qu'elle est conçue dans les termes les plus affectueux et que les convenances diplomatiques en ont seulement empêché la publication au *Journal officiel*.

Je vous ai dit que le ministère était décidé à considérer comme des adversaires tous les hommes qui s'associeraient au manifeste des gauches. En voici une nouvelle preuve. Le maire et les adjoints de Belfort ont signé une adresse d'adhésion aux députés et aux sénateurs de la gauche. Je crois savoir que ces officiers municipaux vont être révoqués.

On m'assure également que les réunions vont être l'objet d'une surveillance toute spéciale. Toute réunion dite privée, où on s'occuperait de politique et dans laquelle seraient convoqués plus de deux cents personnes sera interdite.

(Autre correspondance)

Paris, le 31 mai 1877.

Ce matin, dans la République Française, M. Gambetta met le maréchal en demeure de confier ses secrets au chef des gauches. Celui-ci dit :

« Il faudrait pourtant s'expliquer et nous dire comment on entend sortir de la situation créée par l'acte du 16 mai. Quand on aura renouvelé ou bouleversé l'administration de fond en comble, déclaré dix fois qu'on est résolu contre ce coté, à sauver la France du radicalisme, recommandé les journaux, les nouvelles, les réunions publiques ou privées, au zèle des magistrats, la question n'aura pas fait un pas. »

M. Gambetta ajoute dédaigneusement :

« Que nous veulent enfin ces assemblées de nuages, et que prétendent-ils se jouer ? Il importe fort peu à l'heure qu'il est, de savoir quelles sont les intentions de M. de Mac-Mahon et ce qu'il a résolu. »

M. Gambetta ne veut pas entendre parler d'un refus de démission du maréchal. Si la dissolution n'est pas votée par le Sénat, ou si une nouvelle majorité républicaine et radicale est élue, il faut absolument que le maréchal s'en aille, car alors, quelle comédie auraient jouée les conseillers de M. de Mac-Mahon, en mettant à la porte un ministre républicain. Qu'ils aient prévu ou non, le cas de la démission, déclare impérieusement M. Gambetta, « il n'appartient plus, ni à M. de Mac-Mahon ni à ses ministres, de conjurer une nécessité inévitable. »

Mais voici bien dans ce même organe du chef des gauches, une autre déclaration qui dérange tous les beaux rêves dont se bercent M. Thiers et ses intimes.

Ils ont imaginé de décider les gauches à voter le budget, ce qui permettrait au Sénat de ne pas se prêter à une dissolution, et alors le maréchal vaincu donnerait sa démission.

M. Thiers redevenirait Président de

Feuilleton du Journal de Roubaux DU 2 Juin 1877

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GREVILLE

II

Le bal de madame Avérief était arrivé à cette période où les jeunes danseurs, qui voudraient s'amuser encore, sentent leurs yeux se fermer malgré eux. Dans une acalmie, à la fin d'un quadrille, les gouvernantes s'étaient rapprochées de la porte de la salle de danse, et formaient un groupe dont Pauline Vassiliévna se détachait un peu. Les jeunes cavaliers causaient par couples en parcourant de long en large la grande salle où l'on venait d'ouvrir les fenêtres, pendant que les fillettes disparaissaient à l'autre extrémité, poussées à l'abri par les mères, qui redoutaient un courant d'air frais sur les petites épaules nues.

Quelle belle jeunesse ! fit une vieille dame blanche sous le harnais, qui avait déjà deux générations dans la même maison, et qui avait à peu près le droit de tout dire.

Les jeunes gouvernantes rougirent. Il y avait là bien des ambitions déçues. Bien des espérances inavouées... En ce moment-là, Michel Avérief, le bras passé dans celui de son cousin Serge,

riaient de tout son cœur, à quelques pas du groupe féminin.

Pauline Vassiliévna le regardait fixement depuis un instant; il se trouvait droit sous un lustre dont la lumière s'écrasait pour ainsi dire sur son costume élégant, sur ses galons d'or, sur les ondes noires de ses cheveux coupés court et indisciplinairement, sur ses dents blanches qu'une fibre moustache noire rendait plus étincelantes... Sans s'en douter, il était presque insolent de force, d'énergie vitale, de beauté virile... Pauline eut un éblouissement. Les joues enflammées, l'œil en feu, elle éleva un peu la voix et dit nettement, comme pour répondre à l'exclamation de la dame :

— Il n'est pas au monde de cavalier comparable à Michel Avérief.

Michel se tourna brusquement vers elle, et la regarda d'un air d'inexprimable dédain. Ses lèvres se refermèrent brusquement et il se dégagea du bras de son cousin. Celui-ci, avec la gamine de ses dix-huit ans, s'inclina jusqu'à terre devant Pauline :

— Et moi ? dit-il d'une voix pleine d'humilité.

— Vous êtes le digne cousin de votre cousin, dit la vieille dame en riant; seulement il est modeste et vous ne l'êtes pas.

Tout le monde se mit à rire. Michel comme les autres, et Pauline plus fort que tout le monde.

On avait fermé les fenêtres; les premières mesures de la masurka résonnèrent, les portes se rouvrirent, et les petites filles s'éparpillèrent dans la grande salle comme un essaim de papillons poussé par un coup de vent.

Pendant que le corps des gouvernantes battait en retraite dans le salon bleu, la vieille dame aux cheveux blancs s'approcha de Pauline et lui dit à l'oreille :

— Vous jouez trop gros jeu, ma chère, ce n'est pas ainsi qu'on prendra Michel Avérief.

Pauline se retourna violemment avec une réponse empoisonnée sur les lèvres; mais la vieille dame causait déjà d'un air placide avec une Suissesse qui avait pour dieu la petite fille la plus indisciplinée de la terre et s'en plaignait à qui voulait l'entendre. Pauline garda sa méchanceté pour elle, mais ses yeux perçants se voltèrent sur une sorte de buée semblable à se brouillard malsain qui, dans le pays de malaria, monte le soir, au coucher du soleil. Elle revint audacieusement s'appuyer dans l'embrasure de la porte.

Les couples défilaient devant elle, emportés par le mouvement à la fois onduleux et saccadé de la grande masurka; les éperons de quelques jeunes officiers venus avec Michel résonnaient sur le parquet; les bottines mignonnes des jeunes danseuses dessinaient nettement pour les jolis pieds et les robes courtes. Enhardis par le rythme, les garçons jetaient fièrement par-dessus leur bras gauche les petites filles aux yeux brillants, aux joues empourprées, et les

faisaient tourner longuement.

Serge Avérief menait la danse avec Nastia Milaguine, et commandait énergiquement la manœuvre au milieu des éclats de rire. Une figure compliquée amena un groupe confus sous le grand lustre, puis soudain les danseurs s'élançèrent par couples, Michel passa devant Pauline, tenant par la main Marthe Milaguine, que madame Avérief avait contrainte à danser. Marthe, toute rose, les yeux baissés écoutait les paroles du jeune homme; celui-ci, le visage heureux et triomphant, semblait marcher avec elle à la conquête du monde.

« C'est elle ! se dit Pauline, le cœur broyé dans un étau ; il marcherait à quatre pattes devant elle, et moi... quel dédain ! »

Un sourire amer plissa ses lèvres minces pendant qu'elle regardait Marthe tourner dans les bras du jeune homme avant de regagner sa place.

Soudain ses traits se détendirent, son cœur mollit, elle sentit le paradis lui descendre dans l'âme... Michel la regardait ; il venait à elle... à elle entre toutes !

— Mais, moi, je ne danse pas ! allait elle lui dire...

— Pauline Vassiliévna, dit le jeune homme avec un aimable sourire, Marthe Pavlovna a oublié son éventail dans le boudoir des dames. — Profane, je n'y puis pénétrer ; auriez-vous la complaisance de me le chercher ?

— Qu'il est poli ! murmura la gouvernante suisse à ses compagnes, qui l'ap-

prochèrent d'un signe et d'un murmure flatteur.

Pauline avait reçu le coup en pleine poitrine sans sourciller. Elle pâlit affreusement, mais ne changea pas de visage; le même sourire sur ses traits, elle pénétra dans le boudoir contigu au salon, et revint, l'éventail à la main.

— Merci, Pauline Vassiliévna, je vous demande bien pardon.

Et il partit en courant à travers les groupes mêlés dans une confusion harmonieuse.

— Une domestique ! pensait Pauline toujours debout dans l'embrasure, une domestique ! — sa femme de chambre, à elle... à elle qui l'aime !

La masurka dura une heure encore. Elle resta là jusqu'au dernier moment, à voir les hasards de la danse mettre la main de Marthe dans celle de Michel ou l'en retirer.

Machinalement, elle marquait la mesure avec les doigts d'une main sur l'autre poignet, et ses yeux suivaient les nus cent fois dénoués de la danse capricieuse, pendant qu'une résolution sans merci une haine inexorable grandissait ensemble dans son âme, comme ces euphorbes des tropiques qui poussent en une nuit et développent en quelques jours leur gigantesque stature et leurs implacables poisons.

Depuis longtemps les enfants, lassés, dormaient dans leurs petits lits, les dernières bougies étaient éteintes chez Madame Avérief ; Pauline Hopfer réchissait encore, tout habillée, le

mention sur sa main, dans sa chambre au deuxième étage, chez M. Milaguine. Elle n'avait pas encore trouvé où elle séparait Marthe et Michel, mais elle était sûre de trouver quelque chose, un jour ou l'autre.

C'est cette pensée qui la décida à aller se coucher.

Comme elle se levait de sa chaise, elle fit rouler à terre un objet oublié sur ses genoux pendant sa longue méditation. Elle mit le pied dessus et le brisa en le cherchant pour le ramasser : c'était un médaillon qui lui venait de sa mère et auquel elle tenait beaucoup.

Son état de surexcitation et sa fatigue lui avaient tendu les nerfs au plus haut degré ; elle fondit en larmes sur le médaillon et le pleura comme un être aimé.

« C'est encore à elle que je dois cela, dit-elle entre ses dents ; elle payera tout ensemble ! »

Pauline s'endormit sur cette noble résolution.

(A suivre).

Caisse d'épargne de Roubaux

Bulletin de la séance du 27 Mai 1877.

Sommes versées par 217 déposants, dont 73 nouveaux. Fr. 13,252.00

74 demandes en remboursement. 21,244.23

Les opérations du mois de Mai sont suivies par MM. Achille Delatre et Paul Réquillart, directeurs.

AVIS. — Il n'y aura pas de séance dimanche prochain, à cause de la solennité de la fête-Dieu.